L'« incompétence » compétente de Bruxelles

Par Frank , 17 août 2026

L'« incompétence » compétente de Bruxelles

L'impérialisme n'abandonne jamais, et le Bruxelles d'aujourd'hui en est la preuve. Qu'il agisse vite, lentement ou qu'il reste immobile.



> Une montre suisse ne pourrait pas être plus précise que la prévisibilité de l'Union européenne. Faute de leadership propre et de conception stratégique commune – une qui ne repose pas sur la réverbération de messages produits ailleurs et qui résonnent fort dans les couloirs de Bruxelles, façonnant et auto-sabotant tous les États membres – l'Union européenne reste orpheline de son propre leadership, un leadership qui ne la réduit pas à un simple instrument de la domination des monopoles occidentaux qui trouvent leur siège et leur protection matérielle au sein de l'appareil d'État américain.

Par Hugo Dionísio et censuré dans l'UE. Vous pouvez le lire via TOR

This content is not available in your country

Il est vraiment incroyable, absolument terrible, la manière dont les institutions européennes placent les peuples européens dans des situations extrêmement compliquées, en développant, encore et encore, des actions qui minent les économies et les sociétés des États membres pris individuellement. À la lumière des deux dernières décennies, l'appartenance à l'Union européenne est devenue une fête répétée de l'auto-flagellation, de l'inefficacité et de l'incompétence.

Le horrible modus operandi qui est devenu monnaie courante dans l'UE, surtout depuis le passage du garçon de Goldman Sachs, Durão Barroso, a deux vecteurs fondamentaux également destructeurs. Le vecteur de l'inefficacité, du gaspillage, de la bureaucratie excessive et insurmontable, qui commence normalement par une annonce véhémente de Von der Leyen.

Cette annonce est immédiatement suivie de piles de papier, des tonnes de rapports, des feuilles de route ambitieuses, des plans infaillibles qui fatiguent le lecteur rien qu'à les regarder. Après d'innombrables conférences, séminaires, cours, sessions de dialogue social, présidences thématiques dédiées, le prétendu « dialogue », « trialogue » avance – des termes, entre-temps, déformés par le monologue subliminal qui traduit les intérêts monopolistiques et oligarchiques se cachant derrière la couche institutionnelle et bureaucratique – pour qu'à la fin, une merveilleuse directive, règlement, agenda ou plan naisse.

Son efficacité dépendra de la réponse à une seule question : « Cui bono ? »

Cela se produit sur des questions vraiment importantes pour la vie des peuples européens, des aspects qui pourraient prendre des dimensions positives dans leur vie. Voici quelques exemples : l'intelligence artificielle avec un sceau européen ; les services numériques avec un sceau européen ; un réseau ferroviaire à grande vitesse reliant toute l'UE, se libérant de la dépendance au combustible fossile de l'aviation et de la domination américaine sur le marché international de l'aviation civile, pour entrer dans un domaine qu'ils ne dominent pas – le secteur ferroviaire ; un pari sur une stratégie d'approvisionnement énergétique abordable, basée à la fois sur le nucléaire et les énergies renouvelables, y compris des sources fossiles ou non fossiles provenant de fournisseurs plus proches, moins chers et moins exigeants sur le plan environnemental (comme ce n'est pas le cas avec la fracturation hydraulique), si nécessaire pour la réindustrialisation, la transition environnementale et énergétique de l'UE ; garantie d'acquisition de matières premières accessibles par l'établissement de chaînes d'approvisionnement solides pour répondre aux besoins européens ; parmi beaucoup d'autres solutions, planifiées, étudiées et présentées, mais se heurtant toujours au même type de limitation et, pour cette raison, absentes

de la lumière du jour où elles cesseraient d'être un problème. La fin brutale ou le maintien de ces problèmes dépend toujours de la réponse à une autre question préliminaire : qui est lésé par de telles mesures ?

Le cas des minéraux critiques : le miroir de tout le reste

Prenons le cas des minéraux critiques, absolument essentiels si l'UE veut empêcher la désindustrialisation rapide qu'elle subit et, en effet, se réarmer, maintenant que l'appétit guerrier de ses dirigeants atteint un niveau inversement proportionnel à la capacité humaine et matérielle de faire ces choses.

Les chiffres ne mentent pas, et les « initiatives » provenant de la bureaucratie européenne ne manquent pas. Alors que l'Union européenne discutait et publiait la CRMA (Critical Raw Materials Act), adoptée en 2024, et le plan d'action ReSourceEU (EU Supply Action Plan), créant même un Conseil européen des matières premières critiques et une Alliance européenne des matières premières, ne mobilisant que 5 à 6 milliards d'euros, les États-Unis ont simplement utilisé le Defense Production Act pour financer ces choses comme s'il s'agissait d'opérations militaires, allouant 46 milliards d'euros pour les minéraux critiques et les terres rares, juste pour donner une comparaison entre deux espaces ayant des problèmes similaires dans ce domaine. Pour une production industrielle similaire – les États-Unis entre 2,8 et 2,9 billions de dollars et l'UE entre 2,6 et 2,8 billions de dollars – les États-Unis ont réuni environ 8 à 10 fois plus de ressources financières, sans mentionner que, contrairement à l'UE, les États-Unis sont également un énorme gisement de matières premières et de minéraux critiques.

Mais les différences ne s'arrêtent pas là : par exemple, en ce qui concerne les modèles de constitution de réserves, les États-Unis utilisent un système dual composé du National Defense Stockpile et du Project Vault, soutenu par l'EXIM Bank. Pendant ce temps, l'UE en est encore à un stade embryonnaire de la gestion des réserves de minéraux critiques, attendant que la stratégie soit définie par le futur Centre européen des matières premières critiques et que la coordination soit effectuée entre les 27 États membres.

Un schéma qui se répète : IA, énergie, industrie 4.0

Si l'on regarde en arrière, ce carré de l'écart entre « appétit politique apparent – capacité d'exécution effective – réponse américaine plus rapide » se ferme avec le quatrième sommet constitué par la « Primauté de la stratégie américaine sur toutes les autres ». Sur les questions choisies comme stratégiques par l'Occident, les États-Unis, l'UE, le G7 ou l'OTAN, et absolument pertinentes pour l'hégémonie américaine

et sa stratégie de sécurité nationale (masquant ici et là des stratégies monopolistiques), nous pouvons dire que plus la nécessité de dominer ce sujet est propagée au grand public, plus la susceptibilité des États-Unis à constituer le centre d'une dynamique néocoloniale est grande, dans laquelle les périphéries ou semi-périphéries se sacrifient pour ce même centre. Par conséquent, dire que « l'Union européenne est à la traîne » représente un paradoxe, compte tenu du rôle assigné à l'Europe en tant que simple champ de bataille, marché de consommation et source de ressources humaines et de connaissances.

Nous pouvons dire que, pour les peuples européens, pour les peuples des États membres de l'UE, pour être plus précis, ce marché est inadmissible. C'est pourquoi l'espace de communication est rempli de beaux paquets composés d'agendas fantastiques, de plans d'action brillants et d'« Actes » législatifs sans fin, pour que ce ne soit pas trop visible. Au final, on a tendance à découvrir que la fonction de tout ce folklore était uniquement d'entraîner les États membres dans une dépendance néocoloniale envers les États-Unis. La Commission européenne prend l'initiative, agrège les efforts, assume la responsabilité du résultat, décharge les États membres de la question, les transformant en simples points focaux de la stratégie européenne, pour finalement découvrir que le point focal est Bruxelles et que les 27 autres ne sont qu'apparents.

La situation des matières premières critiques est, à tous égards, similaire à celle des hydrocarbures. Dans l'énergie fossile, la révolution du schiste a transformé les États-Unis en premier producteur mondial de pétrole et de gaz. L'Europe, qui dépendait de l'énergie fossile russe et sous l'ombre de laquelle son industrie avait prospéré, était considérée par les États-Unis comme le marché de consommation qui rendrait viable le secteur du schiste, dans des marges financières qui justifieraient l'investissement prévu. Mais pour que cela soit possible, l'UE devait être garantie d'acheter ce gaz et ce pétrole. Pour ce faire, elle devait cependant se passer des hydrocarbures russes. Le reste appartient à l'histoire, et le harcèlement de la Fédération de Russie et des peuples russophones du Donbass, utilisé comme appât pour attirer le Kremlin dans un conflit à grande échelle, se développe à mesure que le plan d'affaires pour l'énergie fossile du schiste se consolide à l'international.

La transition a eu lieu au prix d'un plan, d'un agenda, d'un centre, d'une stratégie, d'un plan directeur et d'une feuille de route visant à mettre fin à la consommation de l'énergie « anti-démocratique » de la Russie. L'énoncé de « l'indépendance européenne » ne manquait pas. L'« indépendance » vis-à-vis de l'énergie russe a été vendue comme s'il s'agissait d'une véritable indépendance stratégique. Comme dans le cas des matières premières critiques, pas à pas, très rapidement, en moins d'un an, les États-Unis ont complètement remplacé la Fédération de Russie, mais ont

obtenu encore plus : une dépendance de la part de l'UE qui n'existait pas auparavant vis-à-vis de la Fédération de Russie. Tout cela a été vendu comme une immense victoire des « valeurs et principes européens ».

Actuellement, quand on voit le Qatar empêché de vendre de l'énergie à l'UE en raison de l'agression américaine contre l'Iran ; quand on voit le Golfe empêché de vendre son énergie au monde entier ; on constate que l'UE a des réservoirs vides et aucun moyen de les remplir, étant sur le point de devoir acheter du gaz sur le marché spot (quotidien), à des prix insupportables pour l'économie européenne. Mais le pire de tout, c'est que des pays comme l'Allemagne ont encore des contrats d'approvisionnement en vigueur avec la Fédération de Russie, mais refusent de les utiliser, préférant acheter de l'énergie russe, cette fois en provenance d'Inde, mais plus chère. Achetée uniquement dans le circuit du dollar !

Non contents, sachant que les États-Unis ont placé le monde dans une situation de dépendance cruciale vis-à-vis de leur énergie fossile (le Golfe est paralysé, l'Iran et la Russie sous sanctions, et le Venezuela, eh bien, le Venezuela…), tout cela pour empêcher la désagrégation du dollar et assurer la capacité de fixation des prix, l'UE achète des armes aux États-Unis, fournit des drones et leurs composants, des financements et des renseignements au régime de Kiev, qui sont utilisés pour détruire la « flotte fantôme » russe – et maintenant apparemment iranienne aussi – avec des conséquences encore plus néfastes pour les prix internationaux de l'énergie, énergie que l'UE achètera à prix d'or, simplement pour vouloir l'acheter aux États-Unis, ou sur des marchés contrôlés par eux !

En intelligence artificielle, le modus operandi est rigoureusement le même ! Les États-Unis dominent les grands modèles de langage, le cloud computing haute performance et les semi-conducteurs avancés (via NVIDIA, AMD, Intel), sans que l'Europe prenne de mesures sérieuses vers l'indépendance, bien que deux années se soient écoulées depuis la présentation du rapport Draghi, tant commenté et qui soulignait, entre autres, cette dépendance.

La vérité est que, dans tout ce qui concerne la 4e Révolution industrielle, les États-Unis ont attiré les investissements européens dans les batteries, les véhicules électriques et les technologies propres grâce à l'Inflation Reduction Act, créant un effet d'aspiration qui a affaibli la base industrielle européenne, sans que l'UE n'ait répondu de manière adéquate. Des entreprises qui auraient pu investir en Pologne, en Espagne ou en France ont déménagé au Texas ou en Caroline du Nord pour accéder à des subventions que l'UE n'a « pas » réussi à égaler, ou ont essayé de riposter, en préparant des mesures protectionnistes pour empêcher l'érosion de sa base industrielle. L'argent qu'elle a refusé à l'économie européenne, elle l'a envoyé à

Kiev, pour tuer des Ukrainiens et des Russes.

La conclusion est simple

L'Union européenne produit des réglementations – l'AI Act, le Digital Services Act, le Digital Markets Act –, produit les imprimantes les plus avancées (ASML), mais ne possède pas une seule puce haute performance qu'elle puisse appeler sienne. Quand les États-Unis et la Chine se battent pour la domination des technologies les plus avancées et que les pays européens sont à la traîne, il faut comprendre que ces pays avaient le marché, les connaissances, la technologie, la main-d'œuvre qualifiée et le capital nécessaires pour investir. Ce qu'ils n'avaient pas, c'était la volonté politique de le faire, optant pour confier à la bureaucratie bruxelloise des choses aussi importantes que celles que nous avons évoquées ici.

La question qui s'impose et que personne ne semble vouloir poser est : combien de fois une entité politique d'un demi-milliard d'habitants et la troisième économie mondiale peut-elle « prendre du retard », « accidentellement », sans que quelqu'un l'accuse de le faire délibérément ?
Union européenne : la dépendance stratégique insurmontable !

Prenons le cas du réarmement de l'Union européenne et de la manière dont le processus est mené. Ce qui se prépare, c'est une situation dans laquelle l'Union européenne fait la guerre avec des armes américaines, comme c'est déjà le cas en Ukraine, et les armes qu'elle produit le seront avec des matières premières critiques largement dominées par les États-Unis, ou sous leur licence et autorisation, sans oublier l'intelligence artificielle de la Silicon Valley qui les alimente.

Le plan « Preserving Peace – Defence Readiness Roadmap 2030 » (Préserver la paix – Feuille de route pour la préparation militaire 2030) prévoit que seulement 55 % des armes achetées avec les 800 milliards d'euros prévus pour la défense proviendront d'« usines européennes » ou d'Ukraine. Or, étant donné qu'une partie importante de ces usines peut être détenue par des Américains, en partie par des entreprises américaines, versant des redevances à des entreprises américaines, et qu'une partie de l'industrie de défense en Ukraine souffre de cette dépendance stratégique, on peut bien voir que, même si le travail est fait en Europe, la valeur ajoutée peut être aspirée par les États-Unis.
Étant donné que l'OTAN 3.0 n'est rien de plus qu'un marché d'armes américain, que 48 % des armes achetées par les États européens étaient des armes américaines, et qu'entre 2022 et 2024, 50,7 % des dépenses militaires des pays européens de l'OTAN ont été consacrées à des armes américaines, il faut se demander : quels objectifs d'indépendance poursuit la stratégie de réarmement de l'UE ?

L'inefficacité bruxelloise : accident ou architecture ?

Certains soutiennent qu'il s'agit simplement du résultat de différences structurelles, puisque, supposément, les États-Unis sont un État fédéral doté d'une capacité de décision rapide et de budgets militaires colossaux, tandis que l'UE est une construction intergouvernementale de 27 États aux intérêts divergents. Cette explication peut être très confortable pour beaucoup de gens, mais elle n'explique pas pourquoi tout a été fait à une vitesse fulgurante lorsque :

- il a été décidé de dépenser 71 milliards d'euros pour les vaccins contre la COVID-19, en particulier de Pfizer, le tout en un temps record ;
- le système d'achat groupé de gaz naturel liquéfié américain a été créé, également en un temps record ;
- des prêts de plusieurs milliards d'euros au régime de Kiev ont été approuvés pour financer la guerre contre la Fédération de Russie, en utilisant des mécanismes ad-hoc créés à la hâte à cet effet ;
- l'entrée des pays européens dans le système d'achat d'armes américain par l'UE a été approuvée, pour expédition en Ukraine.
  Dans ces cas, avant la main lourde du véritable leader et sur des sujets où Washington est le bénéficiaire direct, bien que déguisé en besoins émergents, la Commission et le Conseil, ou même le Parlement européen, la seule structure démocratique de l'UE et, curieusement, la moins puissante, ne se perdent pas dans des rapports, des plans, des feuilles de route et autres. C'était comme s'il y avait une « main invisible », non pas celle d'Adam Smith, régulatrice, équilibrante, mais l'autre, celle de Washington, qui attrape, bâillonne, punit et contient. L'accord Von der Leyen-Trump, totalement en dehors des compétences de la Commission européenne, prévoyant des investissements, des achats de gaz et d'armes, était un parfait exemple de cela et de l'existence d'une « voie rapide » disponible uniquement à la volonté de la Maison Blanche.

  Si sur tout ce qui est structurel et décisif pour les peuples européens et qui pourrait leur donner quelque avantage, les organes européens révèlent une incapacité paralysante à décider et à prendre un cap souverain et indépendant, alors cela éclaire la raison pour laquelle cette Europe se « laisse entraîner » si résolument dans une guerre sans fin, une guerre qui menace de la détruire, pour la troisième fois en 130 ans. La conséquence fondamentale d'une analyse historique des dernières décennies révèle un modus operandi qui nous prouve que, contrairement à se laisser entraîner, ce qui se passe, c'est que Bruxelles, dans tout ce qui fonctionne comme centre de décision, transforme les pays européens en peu plus que des armes jetables.

Il n'est pas étonnant que Bruxelles soit si identifiée à des structures comme l'OTAN et le G7, puisque ces structures, comme Bruxelles, concourent à sublimer la stratégie de ceux qui les dominent, en sacrifiant la partie pour le tout, la périphérie pour le centre.
Un tel sacrifice délibéré n'est possible que parce que l'UE et Bruxelles sont devenues tout ce qu'elles ne devraient pas être, témoignant de l'épilogue d'une histoire commencée après la Seconde Guerre mondiale et dont les protagonistes étaient les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et, en arrière-plan, l'Allemagne. Cet épilogue explique également l'incompétence persistante de Bruxelles, lorsqu'il s'agit d'affirmer l'indépendance des pays européens, et la résolution hypersonique, lorsqu'il s'agit d'affirmer sa dépendance envers les dirigeants du bloc occidental : les États-Unis.

Le fait est que la vision initiale de De Gaulle a perdu face au cheval de Troie anglais. De Gaulle préconisait une Europe « de l'Atlantique à l'Oural », ce que les États-Unis ne pouvaient accepter pour des raisons stratégiques, idéologiques et de pouvoir. Pour Washington, une Europe « de l'Atlantique à l'Oural » représentait une menace pour l'architecture de la guerre froide et la stratégie de victoire qu'ils avaient eux-mêmes construite. Une telle stratégie divisait le monde en deux, dans un processus d'isolement progressif du principal adversaire, quelque chose qu'ils tentent à nouveau aujourd'hui, à travers un processus de guerre commerciale et de sanctions secondaires, visant à découpler progressivement les trois piliers souverainistes, indépendants et alternatifs sur lesquels repose l'idée d'un monde multipolaire, non aligné et libéré de la domination néocoloniale : la Chine, la Fédération de Russie, l'Iran. Trois pays si harcelés et accusés d'incivilité finissent par être les grands espoirs d'une humanité qui n'a pas l'intention d'être uniformisée par l'occidentalisme atlantiste et mondialiste.

En effet, De Gaulle proposait une Europe de nations souveraines, une sorte de « confédération » qui fonctionnerait comme une « troisième force » entre les États-Unis et l'URSS, capable de dialoguer avec Moscou et, à long terme, de réunifier le continent. Une chose qui est maintenant soulevée à nouveau concernant la Chine et le monde multipolaire, une position dont l'Europe de Von der Leyen s'est éloignée, malgré toutes les leçons de l'histoire et tous les dommages qui en résultent, comme la perte d'indépendance, d'influence et d'importance relative des pays européens. Macron est parmi les plus coupables dans ce processus, pour la trahison historique qu'il représente envers sa propre nation !

Un document secret de la CIA de 1967 notait que De Gaulle s'attendait à ce que la France et l'URSS soient « les porte-parole respectifs de l'Europe occidentale et orientale », avec des sphères d'influence séparées mais qui se chevauchent sur la

question allemande. Pour Washington, cette position neutralisait ses prétentions hégémoniques, ce qui a été contré par une Allemagne unifiée et un Royaume-Uni dans l'Union européenne. Contrairement à aujourd'hui, De Gaulle avait une vision stratégique pour la Communauté européenne, n'entendant pas sa domination par Bruxelles, mais plutôt une confédération d'États-nations dirigée par Paris. Et pire encore, pour les États-Unis, il entendait que cette confédération soit indépendante de l'OTAN.

La vérité est que De Gaulle a opposé son veto à deux reprises à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE (1963 et 1967) parce qu'il voyait la « relation spéciale » anglo-américaine comme un mécanisme d'infiltration des intérêts américains sur le continent. De Gaulle n'a pas vu une chose : qu'avec le temps, et comme le Brexit le prouve, le Royaume-Uni n'a même pas besoin d'être dans l'Union européenne pour que ses craintes se matérialisent. La langue et la culture anglo-saxonnes ont fonctionné comme un véhicule néocolonial privilégié, dans une construction trop diverse pour avoir une cohérence interne. Si cette cohérence ne venait pas de Paris, elle ne pouvait venir que d'outre-Atlantique, via le Royaume-Uni, en provenance des États-Unis !

Ainsi, la défaite de la vision d'une Europe « de l'Atlantique à l'Oural » n'a pas seulement représenté la défaite d'une Europe indépendante de l'hégémonie américaine, mais elle explique aussi pourquoi cette Europe est incapable de négocier avec Moscou, fonctionne comme une extension de l'OTAN et agit comme un facilitateur de l'influence de Washington sur le continent européen, en Eurasie et au Moyen-Orient. Ou pourquoi l'UE est incapable d'un grand accord commercial avec la Chine, l'ANASE ou les pays asiatiques non directement alignés sur la politique étrangère de Washington. Les relations de l'UE avec l'Asie ont tendance à n'être que des extensions des relations des États-Unis avec ce continent.

Pourquoi dépenser de l'argent pour développer un champ de bataille ? Pourquoi intensifier l'électrification d'un continent sans hydrocarbures, alors que sa fonction est de financer la domination énergétique américaine ? Peu à peu, nous réalisons que l'incompétence, la lenteur, l'indécision ne sont ni un accident ni un oubli. Ce que beaucoup définissent comme « l'incompétence de Bruxelles », ou « l'incompétence européenne », n'est rien d'autre que le résultat d'une stratégie compétente à long terme, qui trouvera dans la Troisième Guerre mondiale – déjà en cours – l'épilogue de ce qu'aurait dû être la seconde, lorsque l'Europe et l'État-providence ont été, indirectement, sauvés par l'URSS !

L'impérialisme n'abandonne jamais, et le Bruxelles d'aujourd'hui en est la preuve ! Qu'il agisse vite, lentement ou qu'il reste

immobile !

Sources et références

Hugo Dionísio est avocat, chercheur et analyste géopolitique. Il est propriétaire du blog Canal-factual.wordpress.com et co-fondateur de MultipolarTv, une chaîne YouTube dédiée à l'analyse géopolitique. Il développe une activité de militant des droits de l'homme et des droits sociaux en tant que membre du conseil d'administration de l'Association portugaise des avocats démocrates. Il est également chercheur au sein de la Confédération syndicale des travailleurs portugais (CGTP-IN).

Sur les minéraux critiques et le financement UE/États-Unis :

– Parlement européen, U.S. critical minerals policy and its implications for the EU's strategic autonomy (PE 786.415), 2026 : https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2026/786415/ECTI_STU(2026)78641

– Jones Day, The EU Critical Raw Materials Act and Its Impact on the Mining Sector, 2026 : https://www.jonesday.com/en/insights/2026/05/the-eu-critical-raw-materials-act-and-its-impact-on-the-mining-sector-strategic-opportunities-for-industry-stakeholders
– Bruegel, Competing for inputs: how the European Union can improve critical raw materials supply security, 2026 : https://www.bruegel.org/policy-brief/competing-inputs-how-european-union-can-improve-critical-raw-materials-supply-security

Sur la production industrielle (valeur ajoutée manufacturière) :

– Macrotrends, European Union Manufacturing Output : https://www.macrotrends.net/global-metrics/countries/euu/european-union/manufacturing-output
– The Global Economy, USA Manufacturing Value Added : https://www.theglobaleconomy.com/USA/manufacturing_value_added/

Sur le réarmement et « Defence Readiness 2030 » :

– Jason Institute, Readiness Europe 2030 lacks structure and planning, 2026 : https://jasoninstitute.com/readiness-europe-2030-lacks-structure-and-planning/
– IEU Monitoring, Preserving Peace: EU Commission and High Representative unveil Defence Roadmap 2030, 2025 : https://ieu-monitoring.com/editorial/preserving-peace-eu-commission-and-high-representative-unveil-defence-roadmap-2030/850806

Sur le commerce des armes et la dépendance à l'OTAN :

– SIPRI, Global arms flows jump nearly 10 per cent as European demand soars, 2026 : https://www.sipri.org/media/press-release/2026/global-arms-flows-jump-nearly-10-cent-european-demand-soars
– Defense News, European NATO nations reduce reliance on U.S. arms imports, 2026 : https://www.defensenews.com/global/europe/2026/03/09/european-nato-nations-reduce-reliance-on-us-arms-imports-sipri-data/
– France24 / SIPRI, NATO arms imports doubled in past five years with 60% sourced from the U.S., 2025 : https://www.france24.com/en/europe/20250310-europe-us-arms-ukraine-nato

Sur l'énergie, le gaz et la « révolution du schiste » :

– U.S. Energy Information Administration (EIA), The United States produced more crude oil than any other country in 2025, 2026 : https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=67844
– International Energy Agency (IEA), Anatomy of a natural gas crisis – Gas Market Lessons from the 2022-2023 Energy Crisis : https://www.iea.org/reports/gas-market-lessons-from-the-2022-2023-energy-crisis/anatomy-of-a-natural-gas-crisis
– Council of the European Union, Where does the EU’s gas come from?, 2024 : https://www.consilium.europa.eu/en/infographics/where-does-the-eu-s-gas-come-from/
– LSE USAPP, Trump’s $750 billion EU energy deal is built on an illusion, 2025 : https://blogs.lse.ac.uk/usappblog/2025/10/14/trumps-750-billion-eu-energy-deal-is-built-on-an-illusion/
– European Commission, Statement by the President on the deal with the United States, 2025 : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/statement_25_1915
– Axios, EU trade deal with Trump seen as helping Europe ditch Russian fuels, 2025 : https://www.axios.com/2025/07/27/eu-deal-trump-russian-fuels

Sur le rapport Draghi et la technologie :

– HCSS, The Draghi Report Revisited | Artificial Intelligence, 2025 : https://hcss.nl/news/the-draghi-report-revisited-artificial-intelligence-ai/
– EE Times, Does the Draghi Report Miss the Bigger Picture on Semiconductors?, 2024 : https://www.eetimes.com/does-the-draghi-report-miss-the-bigger-picture-on-semiconductors/

Sur De Gaulle, l'histoire et la CIA :

– Princeton University, Andrew Moravcsik, De Gaulle and European Integration : https://www.princeton.edu/~amoravcs/library/de_gaulle.pdf
– EHNE, De Gaulle and Europe : https://ehne.fr/en/encyclopedia/themes/international-relations/arbiters-and-arbitration-in-europe-beginning-modern-times/de-gaulle-and-europe
– CIA Reading Room, THE CONSTANTS IN FRENCH FOREIGN POLICY : https://www.cia.gov/readingroom/document/cia-rdp85t00875r001100100079-9
– Office of the Historian (FRUS), Telegram From the Embassy in France to the Department of State, 1964–68 : https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1964-68v13/d53